



Michel Felce

Conseiller Général Représentant le Personnel
Mandat 2011 - 2017



Défendre nos activités

ELECTION CGRP du 1^{er} décembre 2011

Cher(e) collègue,

Dans le prolongement de mes précédentes publications, je souhaite à présent vous soumettre les engagements que je porterai avec force et conviction pour défendre les activités de notre Institution, face à la politique continue de repli menée par la Banque dans de trop nombreux domaines. En effet, les **six années à venir seront celles de tous les dangers**, sous la pression conjointe de l'actionnaire désargenté et de la BCE, imprégnée du modèle anglo-saxon de banque centrale.

RESEAU

Rampante à la Banque, la régionalisation des structures et des activités est déjà bien engagée dans les services de l'Etat. Il est clair que la Banque, **saisissant l'opportunité des départs massifs** prévus à partir de 2013, va de nouveau **engager un resserrement drastique de nos implantations**, dans le droit fil des scénarii du rapport BARROUX.

C'est pourquoi, fort de mes convictions et de mon expérience acquise dans le réseau comme dans mes combats menés en tant que Secrétaire Général du SNABF Solidaires pendant la restructuration 2003 – 2006, je continuerai de **défendre sans relâche une implantation territoriale au plus près du terrain**. Au sein du Conseil Général, mais aussi par une action résolue auprès des candidats aux élections présidentielles et législatives de 2012.

FILIERE FIDUCIAIRE

Parmi les 3 piliers constitutifs des activités du Réseau, **l'entretien de la monnaie fiduciaire est le plus menacé** : tout d'abord, par l'externalisation à terme de la moitié du tri des billets ; ensuite, par la concentration progressive de l'activité dans des centres fiduciaires et des caisses dotés de machines à haute capacité de tri afin d'industrialiser le métier. Je continuerai de **défendre avec détermination notre réseau dense de caisses et le maintien d'un tri maximum de billets**, gages de qualité de la circulation fiduciaire et d'un accès gratuit aux liquidités. Je m'attacherai aussi à ce que la Banque assume toutes les conséquences sociales et humaines de sa politique pour nos collègues travaillant dans les caisses (aménagement des conditions de travail, départ à la retraite anticipé au titre de la pénibilité, possibilité d'une seconde carrière dans un métier différent...).

S'agissant de la Fabrication des Billets, je me battrai pour que cesse la dérive de « l'exception industrielle » (notamment le recrutement systématique d'agents contractuels) et contre **toute tentative de filialisation ou de privatisation**. J'agirai aussi pour promouvoir le pôle européen public d'impression des billets, au sein duquel je veillerai à **maintenir notre filière intégrée** recherche- papeterie et impression.

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Outre les risques liés à l'utilisation de l'automatisation massive des travaux pour réduire l'activité, ce domaine est sous le coup d'une **double menace** : d'une part, la perspective du relèvement à 500 m€ du montant des créances bancaires éligibles aux opérations de refinancement monétaire de l'Euro système; d'autre part, le défi, loin d'être gagné, de l'intégration du défaut bâlois comme outil de mesure des performances du système de cotation (1).

La cécité dont ont fait preuve les agences de notation en attribuant un rating favorable à des produits financiers toxiques (« subprimes ») comme à des émetteurs ayant fait défaut (Enron, Worldcom...) a pourtant démontré toute l'utilité d'un système d'appréciation du risque de crédit au sein des BCN. J'agirai donc avec détermination au niveau européen et auprès de nos dirigeants afin de **préserver notre dispositif actuel de sélection des créances éligibles**, vital pour notre activité de cotation des entreprises.

(1) Les performances ne seront plus appréciées par la notion de défaillance, mais par celle de défaut, autrement plus difficile à identifier et à collecter par la Banque. En effet, le défaut recouvre 2 situations : soit le débiteur ne s'acquittera probablement pas intégralement de ses obligations de crédit, soit son arriéré sur une obligation de crédit significative est supérieur à 90 jours.

SURENDETTEMENT

Trois axes principaux guideront mon action dans ce domaine. Tout d'abord, mon **opposition résolue à toute forme d'externalisation** de l'activité conduisant à remettre en cause le rôle central de « cheville ouvrière » de la Banque dans le dispositif. Ensuite, la **nécessité absolue d'allouer aux secrétariats des commissions de surendettement des effectifs à la fois en ligne avec l'alourdissement de la charge de travail** et composés d'agents titulaires affectés dans les unités. Enfin, la priorité à donner, plutôt qu'aux exigences de productivité, à la recherche de **solutions pérennes et à un traitement plus humain des situations de surendettement**.

LA SPECIALISATION ET LA CENTRALISATION AU SEIN DU SEBC

Ma participation pendant six ans au Dialogue Social Européen à Francfort m'a permis de constater le caractère parfois destructeur d'activités et d'emplois de certains des projets impulsés par la BCE. Je resterai donc particulièrement vigilant quant au **strict respect des principes de décentralisation et de subsidiarité** reconnus par les traités européens.

DOMAINE DES OPERATIONS

C'est dans ce domaine que le **processus de spécialisation** des BCN piloté par la BCE est le plus **avancé et porteur de risques**, qu'il s'agisse de suppression d'activités, de leur filialisation, voire de leur privatisation. Je veillerai donc sans relâche à ce que les nombreux projets du SEBC préservent la **forte implication de la Banque dans toutes les activités** relevant de ce domaine (systèmes de paiement et de règlement/livraison, gestion des réserves de change ...). Au niveau national, j'agirai pour que le législateur conforte nos responsabilités en matière de surveillance et de sécurité des moyens de paiement scripturaux et électroniques.

ETUDES ET STATISTIQUES

Ces activités sont cruciales pour la préparation de la politique monétaire, mais aussi pour le rayonnement de la Banque. Toutefois, le processus de spécialisation au sein du SEBC pourrait bien conduire à un affaiblissement de notre capacité autonome de diagnostic et à des pertes d'expertise en matière d'informations économiques et financières. C'est pourquoi, je **dénoncerai tout abandon dans ce domaine** et m'emploierai à ce qu'il dispose des **moyens appropriés**, tout en veillant à ce qu'il soit **fait appel à nos compétences internes pour pourvoir les postes d'expertise et de management**. J'agirai également pour que soient maintenus, voire développés, les informations et travaux économiques et financiers infra- nationaux.

L'ADOSSEMENT DU CONTROLE PRUDENTIEL A LA BANQUE DE FRANCE

On ne peut que se satisfaire de la récente création de l'Autorité de Contrôle Prudentiel comme de son positionnement dans le giron de la Banque. Pour autant, le **double risque** demeure, soit d'une supervision des banques et assurances au niveau européen, soit de la constitution de l'ACP en autorité entièrement indépendante, à l'instar de l'AMF ou du choix fait par d'autres pays. Je serai donc vigilant pour **maintenir les liens organiques étroits** entre la Banque et l'ACP et pour que **tous les moyens nécessaires** soient mis à la disposition de cette mission cruciale.

ACTIVITES DE SUPPORT

Elles connaissent depuis plusieurs années une externalisation dont le bien fondé économique est loin d'être toujours justifié. Elu CGRP, je **m'opposerai systématiquement aux externalisations stratégiques**, qui placent la Banque dans une situation de dépendance. Pour ce qui concerne les autres décisions de recours à la sous-traitance, je demanderai qu'elles fassent l'objet d'une **étude préalable** coûts /avantages et d'un **bilan économique périodique**.

Ces engagements sont ambitieux mais réalistes. Ils témoignent de ma vision volontariste de l'avenir de notre Maison et de ma détermination à répondre à vos attentes, si vous m'accordez votre confiance. Dans ma prochaine publication, je vous proposerai les orientations que je suis résolu à mettre en œuvre pour vous défendre face à la Banque.